

JEUDI 3 SEPTEMBRE 2009

[Abonnez-vous](#) [Gérez votre abonnement](#)[À la une](#) >

CHINE • Comment produire des statistiques fiables

Les autorités veulent lutter contre la falsification des données économiques. Mais encore faudrait-il que les chiffres ne servent pas aussi à noter les fonctionnaires, écrit un journaliste économique.

02.09.2009 | [Chen Jibing](#) | [Wangyi \(Netease\)](#)

© Droits réservés

Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a adopté, le 27 juin, un projet de loi amendé concernant un nouveau système statistique, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2010. La nouvelle loi prévoit des peines plus lourdes pour des délits comme la falsification de statistiques et met une nouvelle fois l'accent sur le fait que les statistiques fournies par les différents échelons de l'Etat doivent s'appuyer sur les données publiées par les bureaux officiels des statistiques.

Cette loi arrive à point nommé. En effet, à peine un mois plus tôt, des chercheurs chinois avaient sévèrement mis en doute plusieurs statistiques, soulevant un émoi sans précédent dans l'opinion publique. Ainsi, aux yeux de gens comme l'économiste Wang Jian, la publication d'indicateurs allant dans des sens opposés – comme le PIB, l'indice des prix à la consommation (IPC), le volume des importations et des exportations ou la quantité d'électricité produite – inspire des doutes quant à la fiabilité de toutes ces données qui semblent "se battre en duel". Des organisations internationales comme l'IEA ou des médias comme *The Wall Street Journal* se sont également fait l'écho de telles incertitudes. En réalité, au cours de ces dix dernières années, des remises en

causes similaires des statistiques chinoises ont provoqué des remous bien plus importants.

Les méthodes d'analyse utilisées aujourd'hui par des économistes comme Wang Jian sont presque issues du même moule que celles employées jadis par l'économiste américain Thomas Rawski [professeur à l'université de Pittsburgh] : elles s'appuient surtout sur l'augmentation de la consommation d'énergie pour déterminer la véracité de la croissance économique.

Il est à noter que ces deux grandes remises en cause des statistiques officielles en Chine se sont produites en temps de crise : pendant la crise financière asiatique [en 1997] dans le cas de Rawski, et, cette fois-ci, en pleine tourmente sur les places financières mondiales. D'où les réflexions de certains théoriciens qui estiment que le fait que les statistiques chinoises ne parviennent pas à "dépasser" ce stade ni à être indépendantes, subissant même des "corrections" de la main de l'homme, trouve son origine dans l'impatience malade qu'éprouve la société de voir l'économie récupérer au plus vite. Autrement dit, le gouvernement espère par des bonnes statistiques redonner le moral à la population, tandis que les fonctionnaires espèrent obtenir des avancées de carrière réjouissantes en fournissant à leurs supérieurs des statistiques favorables. Quant à la population, elle désire toujours constater ce qu'elle souhaite.

L'historien Huang Renyu a fait observer à maintes reprises que la Chine n'avait jamais été "gérée par les chiffres" par le passé. Pour lui, c'est une des raisons fondamentales pour laquelle la Chine n'avait pas réussi sa modernisation. En effet, jadis, la Chine était sans doute un des pays qui accordaient le moins d'importance aux statistiques et qui utilisaient le moins de chiffres. Mais, en quelques décennies, elle est devenue le pays le plus féru de chiffres au monde. Même le professeur Rawski, qui dénonce pourtant la falsification des statistiques en Chine, admet avec admiration : "Aujourd'hui, en matière de statistiques, la Chine surpasse les Etats-Unis dans de nombreux domaines. Par exemple, elle est sans doute meilleure quand il s'agit de fournir des données sur les entreprises. Les statistiques chinoises sont non seulement exhaustives mais ouvertes au monde extérieur." On peut donc se demander quel problème profond reflète cette importance accordée aux chiffres, cette prosternation devant eux, qui conduit à les falsifier. La nouvelle loi sur les statistiques exige une approche centralisée de la publication des indicateurs et la surveillance accrue tant réclamée par la population, mais cela permettra-t-il vraiment d'améliorer leur qualité ? Ma réponse est claire : non seulement cela n'entraînera aucune amélioration, mais cela va très probablement provoquer des problèmes plus nombreux et plus graves encore, car les mesures évoquées ci-dessus ne font que renforcer l'importance des statistiques sur le plan politique et social, et non l'inverse.

Que ce soit le PIB, l'IPC ou d'autres indicateurs importants permettant de juger de l'état de l'économie et de la société, on comprend tout de suite à travers ces sigles qu'ils ont tous été inventés par les Occidentaux. Pourtant, les sociétés occidentales en font un usage bien différent du nôtre. Les Etats-Unis sont sans doute le pays qui publie le plus souvent et en plus grand nombre toutes sortes d'indicateurs économiques, mais ceux-ci, qu'il s'agisse du PIB ou d'autres, n'y ont que deux fonctions : premièrement, fournir au gouvernement des outils de référence pour déterminer et évaluer sa politique économique, deuxièmement, fournir des données servant de matériau d'étude aux chercheurs. En revanche, chez nous, les indicateurs assument non seulement ces deux rôles-là mais ils remplissent en plus une autre mission non négligeable : servir aux instances supérieures de l'Etat de base d'évaluation et de notation des compétences de leurs subordonnés.

Le système d'examen et de notation a toujours été une baguette de chef d'orchestre très efficace. Je suis sûr que les Chinois qui ont encore en mémoire le système millénaire des examens impériaux comprennent très bien cela. Comme le PIB (et peut-être à l'avenir un nombre croissant d'autres indicateurs) a toujours été l'indicateur le plus important de notation des compétences d'un fonctionnaire, tous les cadres de l'Etat sont devenus naturellement des adeptes inconditionnels du "PIB à tout prix", à l'instar des lettrés et fonctionnaires

chinois qui s'appliquaient à transmettre les préceptes confucéens à l'époque des examens impériaux.

Pourtant, même si ces indicateurs embrassent tout, sont scientifiquement rigoureux, font l'objet d'une surveillance stricte, ils ne sont pas en mesure de refléter véritablement les besoins réels et le degré de satisfaction de chaque citoyen, car c'est à partir de son propre ressenti que celui-ci juge si une équipe gouvernementale est ou non à la hauteur. Et ce qui compte pour les habitants, ce n'est pas tant les statistiques recueillies et calculées grâce à des ordinateurs hyperpuissants par des agents de l'Etat spécialisés que le taux de délinquance ou le niveau d'émission de gaz d'échappement dans leur quartier.

Dans les pays occidentaux, il n'existe qu'un seul critère, extrêmement simple, pour évaluer les dirigeants des différents échelons gouvernementaux : le vote des électeurs. Aucun autre critère ne reflète de façon plus véridique la volonté populaire que le vote ! Et les électeurs ne donnent pas leur voix en fonction de toutes ces statistiques publiées dans les journaux.

Pour la société chinoise actuelle, la question fondamentale n'est pas tant de savoir quel ensemble de critères adopter pour noter leurs administrateurs, mais par qui cette évaluation est faite...